



Pau, le 08 janvier 2024

Nos vœux pour 2024

Toute l'équipe de la section départementale du SNES-FSU vous souhaite une excellente année 2024. Qu'elle nous permette d'avancer, d'obtenir de nombreuses satisfactions personnelles et collectives, autant sur les plans professionnel, familial et syndical et ainsi de résister aux attaques incessantes contre nos métiers, notre liberté pédagogique. Il nous faudra au contraire reconquérir droits individuels et syndicaux, reconnaissances statutaire et salariale. En cette année 2024 où le président de notre République cite l'École comme priorité, nous devons continuer à nous battre pour un service public national d'éducation, ambitieux d'élever le niveau général des apprentissages. Ce qui exige de lutter résolument et efficacement contre les inégalités scolaires, d'origine sociale, donc d'obtenir des moyens, d'abord humains (à l'encontre de la poursuite de suppression des postes). La transformation sociale doit se faire dans le sens de la construction de l'autonomie personnelle et citoyenne, en prenant en compte les réalités concrètes très diverses du travail pédagogique et éducatif dans nos collèges et lycées.

Formation continue hors du temps de service : c'est non ! une lettre-pétition à adresser à la rectrice

La formation continue doit s'exercer sur le temps de service ! Les offensives de G. Attal pour imposer les formations le soir, le mercredi après-midi ou pendant les vacances doivent être dénoncées collectivement. Le SNES-FSU propose aux équipes un modèle de courrier à faire signer au plus grand nombre : il faut ensuite l'adresser à la rectrice avec une copie à la section académique du SNES-FSU. [lettre-petition-Formation-continue-1](#)

DGH 2024 : collecter les infos

En ce début d'année, dans nos établissements, la rentrée 2024 se prépare et les informations sur les **prévisions d'effectifs** et la ventilation de la DHG doivent être communiquées lors des prochains conseils pédagogiques. Nous vous demandons d'interpeller vos chef-fe-s d'établissement afin qu'ils vous communiquent le montant de l'enveloppe DGH allouée à l'établissement, le nombre de classes par niveau les éventuelles créations ou suppressions de postes. Nous vous invitons à dresser un premier bilan et à nous l'envoyer par mail : snes64@bordeaux.snes.edu

Etudiant.e.s « IUFM »

Publication enfin du décret 32 ans après la loi

Le travail de fond mené par la FSU depuis 2003, lors de chaque réforme des retraites, et dernièrement lors du Comité Social d'Administration du ministère de l'Éducation Nationale (CSAMEN) du mardi 20 juin 2023 a porté ses fruits : le décret permettant la prise en compte pour partie dans la pension, des périodes de perception des allocations pour préparer la licence et le CAPES est paru au JO. Ces allocations n'étaient soumises à aucune cotisation « retraite ». Le décret permet dorénavant la prise en compte pour moitié de ces périodes de perception pour la constitution du droit à pension et la liquidation de la pension. Cela signifie qu'une année de perception comptera pour 6 mois de plus à l'indice de fin de carrière retenu pour le calcul de la pension du fonctionnaire. Il limitera d'autant les décotes sans cesse grandissantes imposées depuis 20 ans.

Rendez-vous militants cette semaine

Pour le cessez-le-feu à GAZA

Pour exiger le cessez-le feu total, immédiat et permanent !
Arrêt définitif des bombardements et des déplacements forcés de la population !
Libération des otages civils israéliens !
Levée immédiate, complète et durable du blocus de Gaza !
Protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie !

Mardi 9 janvier à 18H30, rassemblement
devant la préfecture à Pau et Place de la Liberté à Bayonne

Projet ATTAL rentrée 2024 :

Toutes et tous en grève le 1er février !

Gabriel Attal a annoncé des moyens pour la rentrée 2024 au service de son projet d'École passéiste et conservateur. Derrière les apparentes mesures de bon sens ou visant à lever des tabous qui n'en sont pas, le « **choc des savoirs** » dessine un projet d'École de l'assignation sociale. Il réactive des mesures qui visent d'abord à réactiver le mythe d'une école ancrée dans une époque révolue et qui va surtout contribuer à aggraver les inégalités et le tri social. C'est notamment le cas des groupes de niveaux en français et en maths en 6ème et 5ème. Les conditions de travail des personnels vont connaître de nouvelles dégradations : séances en barrette en maths et français qui impactent tous les emplois du temps, disparition du groupe classe, élèves présents ou non dans certains cours...

Les premiers tracts sont disponibles ici :

Sur les 2330 emplois supplémentaires annoncés par le ministre pour la mise en place des groupes de soutien, près de la moitié sont en réalité... du redéploiement d'un dispositif à un autre ! Quant aux 830 nouveaux emplois, des questions restent en suspens sur leur financement pérenne et sur le fait qu'ils seront bien pourvus en pleine crise d'attractivité qui perdure. 150 emplois sont aussi annoncés pour l'expérimentation dès la rentrée 2024 des classes prépa lycée pour les élèves ayant échoué au DNB et qui ne pourront donc pas passer en 2de. Un dispositif qui fait du DNB un **barrage** vers l'une des trois voies du lycée, actant de fait une forme de renoncement à emmener et faire réussir tous les élèves au lycée général, technologique ou professionnel !

830 emplois pour les groupes de niveaux, 150 pour les « classes prépa lycée », 50 mis en réserve...il reste alors 28 emplois pour 31 académies !

Autant dire que l'amélioration des conditions de travail et d'études (baisse des effectifs dans les classes sur tous les niveaux) ne semble pas à l'ordre du jour. Et surtout, ces créations d'emplois vont servir à financer des mesures qui vont toujours plus dégrader les conditions de travail, instaurer l'École du tri social sans répondre réellement aux problèmes que les personnels rencontrent sur le terrain...

Aucune création d'emplois de CPE ni d'AED ! A l'heure où les vies scolaires sont sous tension, craquent faute de personnels suffisants mais aussi parce que les injonctions pleuvent de toute part, Gabriel Attal ne fait rien pour améliorer la situation. C'est d'autant plus paradoxal et scandaleux que le ministre a fait de la lutte contre le harcèlement sa priorité : comment y parvenir si les CPE et AED, souvent les premiers interlocuteurs des élèves ne sont pas plus nombreux ? Encore une fois, avec ces annonces, le ministre prétend répondre aux attentes des personnels, mais ce sont des mesures qui servent d'abord un projet politique réactionnaire plutôt que les priorités attendues par une majorité des personnels, à commencer par la baisse des effectifs sur tous les niveaux et la revalorisation salariale. **Aussi, avec la FSU, le SNES s'engage dès maintenant dans la préparation des luttes : actions locales contre des DGH rabougries, grève le 1er février (tract: [grève le 1er février](#)) pour nos salaires et nos métiers.**

Rendez-vous militants cette semaine

Contre les violences sexistes et sexuelles #GreveFeministe

Nous appelons toutes celles et ceux qui défendent les droits des femmes, des enfants et des minorités de genres, et qui refusent les violences sexistes et sexuelles à des rassemblements devant toutes les préfectures ou les palais de Justice de France le **Jeudi 11 janvier 2024.**

A Pau, rendez-vous à 18h30 devant la préfecture